



KEVIN MURPHY*

REVOLUTION AND COUNTER-REVOLUTION. CLASS STRUGGLE IN A MOSCOW METAL FACTORY

Haymarket Books, 2007 (réimpression).

Une analyse de David Mandel**

L'ouvrage *Révolution et contre-révolution. Lutte de classes dans une usine de métallurgie à Moscou* est une étude portant sur l'usine métallurgique de Moscou *Le marteau et la faucille* entre 1905 et 1932. Il est avant tout écrit à partir de quatre archives portant spécifiquement sur l'usine, qui ont été ouvertes aux historiens occidentaux après la chute de l'Union soviétique. Il se concentre principalement – deux tiers du livre y sont consacrés – sur la période après la Révolution et après la guerre civile. La question centrale que pose l'auteur est la suivante : « Comment se fait-il que le prolétariat le plus insoumis du XX^e siècle en soit venu à tolérer l'ascendant d'un système politique et économique qui selon tous critères s'est révélé être antagonique aux intérêts de la classe ouvrière ? » [1]. Il conteste de manière convaincante ce qu'il appelle « la mythologie de la guerre froide », d'après laquelle les travailleurs soviétiques auraient été forcés à se soumettre par un matraquage répressif dans les années 1920, sous le régime de la NEP (Nouvelle Politique Economique), ou alors, alternativement, qu'ils auraient embrassé avec enthousiasme le « Grand Tournant » de Staline à la fin des années 1920.

L'auteur maintient que l'accès à du nouveau matériel d'archives, et en particulier son livre, permet une compréhension tout à fait nouvelle de la période post-révolutionnaire. Cette prétention paraît quelque peu exagérée. Selon moi, la principale contribution du livre est en fait le soutien qu'il apporte à l'interprétation de gauche traditionnelle sur cette période. Cette interprétation est celle associée à Trotsky et à des historiens de l'Opposition de Gauche comme Isaac Deutscher, E.H. Carr, R. Davies, Moshe Lewin et Stephen Cohen, dont certains

* Kevin Murphy enseigne l'histoire à l'Université du Massachusetts (Boston). Il a reçu le prix de la Fondation Tamara et Isaac Deutscher en 2006. L'exposé fait à cette occasion – « Can we write the history of the Russian Revolution ? » – est publié dans la revue *Historical Materialism*, tome XV, n° 2, et dans la revue trimestrielle *International Socialist Journal*, n° 116, automne 2007 ; cette revue est animée par Chris Harman du SWP (Socialist Worker Party) de Grande-Bretagne.

** David Mandel est professeur de science politique auprès de l'Université du Québec. Il est l'auteur d'un ouvrage de référence : *The Petrograd Workers and the Soviet Seizure of Power. From July Days 1917 to July 1918*, Mcmillan, London, 1984, rééd. 1986. Cet ouvrage est disponible sur le site « Les classiques des sciences sociales » depuis décembre 2006.

sont cités par l'auteur pour présenter le contexte plus large de ce qui se passait dans l'usine.

A cet égard, la « vue depuis en bas » dans l'usine *Le marteau et la faucille* (appelée Guzhon avant la Révolution) confirme une série de faits clés au sujet de la période qui a suivi la guerre civile : 1° La nature populaire et l'engagement socialiste du régime soviétique immédiatement après la guerre civile. Même s'il s'agissait de la dictature d'un parti unique, ce régime rejetait la coercition comme moyen de transformation sociale. 2° La transformation qualitative de ce régime au cours des années 1920, particulièrement rapide à la fin de la décennie. Elle a vu la réhabilitation des pratiques et des valeurs clés du tsarisme, sans toutefois restaurer le capitalisme ni abandonner ouvertement le projet socialiste. (L'utilisation par Trotsky du terme de « Thermidor » [2] me semble plus appropriée, même si Murphy partage la thèse de Tony Cliff [3] relative au capitalisme d'Etat.) 3° Une classe ouvrière qui a réagi avec hostilité à la montée de la bureaucratie et au « Grand Tournant » de la fin des années 1920, mais qui n'a pas réussi à lui opposer une résistance, n'ayant jamais récupéré la force indépendante qu'elle avait épuisée en défendant la Révolution pendant la guerre civile et la crise économique qui l'a accompagnée.

Dans ce compte rendu, je peux présenter seulement un bref résumé de la manière dont ces trois temps se sont traduits dans l'expérience de l'usine *Le marteau et la faucille*, sans transmettre la riche texture de certains des matériaux du livre, et qui constitue sans doute son principal intérêt.

L'ORGANISATION DU PARTI ET DU SYNDICAT

Pour commencer, dans la période de l'immédiat après-guerre civile, en gros jusqu'en 1925, on trouve dans l'usine l'organisation d'un Parti communiste constitué de travailleurs très engagés. ➤

[1] C'est la phrase qui figure sur la quatrième de couverture. Elle est reprise aux pages 82 et 224.

[2] C'est P. Zalutskii, un métallurgiste autodidacte de Leningrad qui était devenu un cadre dans la ville, qui a le premier exprimé publiquement le danger d'un Thermidor, en 1925. Jusqu'en 1926, l'organisation du parti à Leningrad avait été contrôlée par Zinoviev, un membre de l'Opposition Unifiée.

[3] Tony Cliff (1917-2000) – né Yigael Gluckstein – passa une partie de sa jeunesse en Palestine. Il fut réprimé par les autorités anglaises, puis emprisonné. Il fut le principal animateur du Socialiste Review Group dans les années 1950, groupe qui prit le nom d'International Socialism puis celui de Socialist Workers Party à la fin des années 1970. Il publia en 1955 un ouvrage de référence : *State Capitalism in Russia* – NdT.

Cette organisation a soutenu de manière réitérée les revendications des travailleurs, y compris une grève en 1924, et n'a pas hésité à recommander des travailleurs hostiles au parti comme candidats aux Soviets de la ville et du district.

Nous trouvons également un syndicat qui avait un réel pouvoir dans l'usine, qui a appliqué un code du travail très progressiste et qui a toléré des grèves, même s'il ne les a pas conduites, préférant le recours à l'arbitrage. Ce syndicat stimulait un militantisme de la base; il n'était pas dominé par des membres du parti; ses dirigeants étaient contrôlés par la base; les accords collectifs étaient discutés lors d'assemblées générales d'entreprise.

En outre, aussi bien le parti que le syndicat montraient une réelle préoccupation pour les questions et les revendications des femmes et encourageaient leur avancement professionnel et leur participation active dans les organisations. Le parti faisait également preuve de tolérance à l'égard des croyances et des pratiques religieuses des travailleurs de l'entreprise, mais aussi, jusqu'à un certain point, chez ses propres membres. Cette attitude était basée sur l'idée que les changements culturels demandent du temps et une transformation des conditions matérielles, et ne pouvaient donc être imposés par la force.

Dans un second temps, la situation décrite ci-dessus a commencé à se modifier au milieu des années 1920. La « Promotion Lénine » (recrutement de masse après la mort de Lénine lors du XIII^e Congrès en 1924) a ouvert les rangs du parti à des carriéristes et à des gens dépourvus de culture politique, tactique visant à faciliter la domination bureaucratique du parti. Comme les rangs du parti enflaient, l'engagement socialiste conscient parmi ses membres s'affaiblissait, et la corruption se répandait.

La démocratie interne a été progressivement étouffée au moyen d'une discipline imposée par le sommet sur la base. En même temps, le parti a abandonné son soutien aux doléances et aux revendications des travailleurs, ce soutien étant désormais condamné comme du « suivisme ». Cette évolution reflétait la focalisation de plus en plus exclusive du régime sur la production au détriment de la consommation courante et d'autres besoins humains. Elle a contribué à démoraliser encore plus ceux des membres du parti qui conservaient leur engagement socialiste. Les premières arrestations de masse d'opposants ont eu lieu en 1928.

Le changement a été un peu plus graduel dans le syndicat, mais a pris la même direction. Même si les membres du parti dominaient déjà le syndicat au niveau de l'usine et des ateliers en 1926, il y avait encore une tendance forte – même si elle était sur le déclin – à défendre les intérêts des travailleurs, y compris la politique salariale égalitaire qu'ils prônaient. Cette tendance n'a pas été complètement brisée jusqu'au lancement du premier Plan quinquennal en 1929, lorsque Staline a donné aux syndicats l'ordre de « gagner la bataille de la production ». La situation des travailleurs a connu une dégradation dramatique à la fin des années 1920. De brèves grèves partielles et d'autres formes de pression collective des travailleurs ont continué jusqu'au début de 1928, la première année où un militant gréviste a été licencié. Avec la focalisation exclusive du régime sur la production, les commissions du parti et du syndicat ont également abandonné leur intérêt pour les problèmes

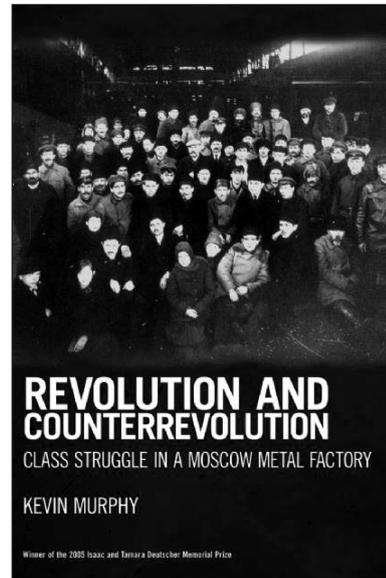
des femmes. La pression pour travailler durant les fêtes religieuses s'est également intensifiée. En fait, tous les aspects de la culture ont été subordonnés de manière croissante au contrôle du Parti-Etat, et les travailleurs ont été soumis à une campagne assez virulente contre l'indiscipline et les formes de déviance sociale.

UN MÉCONTENTEMENT CROISSANT

On en vient au troisième point. Comme je l'ai déjà dit, les travailleurs n'ont pas été réduits à la soumission dans la période de l'immédiat après-guerre civile, lorsque le régime politique et la gestion de l'usine étaient assez progressistes et les travailleurs n'avaient pas peur de se prononcer contre la politique officielle et de s'engager dans des actions collectives.

Pendant cette période, les travailleurs ne faisaient pas que tolérer le régime. Il semble y avoir eu de leur part un fort degré d'adhésion positive, tout en étant critique, malgré la terrible pauvreté régnante. (Les salaires réels n'ont atteint un niveau proche de celui pratiqué avant la guerre qu'en 1926, même si le « salaire social » était indubitablement plus élevé que sous l'ancien régime.)

Le livre montre comment le mécontentement s'est exacerbé chez les travailleurs, y compris les membres du parti, à mesure qu'ont augmenté les attaques contre eux – et bientôt aussi contre les paysans – au cours de la deuxième moitié des années 1920, à mesure aussi que se consolidaient les privilèges et le pouvoir despotique de l'élite politique. Lors d'une assemblée d'usine en juillet 1926, au cours de laquelle s'exprimait le dirigeant soviétique M. Kalinine, un travailleur a fait passer une note avec la question suivante: « *Camarade Kalinine, dites-nous s'il vous plaît si la perspective au sommet n'est pas complètement*



bureaucratique plutôt que celle de la construction du socialisme. Nous voyons les choses depuis en bas et, depuis ici, nous voyons une bureaucratisation totale, mais nous ne pouvons rien faire, parce que les deux aspects paraissent très étroitement liés. Il faudra donc soit recommencer à construire le socialisme, soit ériger des barricades. » (p. 88)

Mais même avant que la répression ne devienne une menace sérieuse, à la fin des années 1920, ce mécontentement a rarement pris des formes actives, collectives. Et même quand la résistance était collective, elle était limitée et de courte durée. Ce sont les réactions individualistes qui prédominaient de loin, se manifestant par l'absentéisme, la rotation rapide (particulièrement élevée chez les paysans nouvellement arrivés pendant le premier Plan quinquennal), l'abus d'alcool, les vols et les bagarres, ainsi qu'un repli généralisé sur la vie privée, à mesure que la participation aux assemblées et l'intérêt pour les syndicats et la politique déclinait. Malgré le fait que l'Opposition (les opposants à Staline dans le parti) défendait les intérêts des travailleurs de l'usine contre le régime, la très grande majorité de ceux-ci ne se sont pas donnés la peine de participer à l'assemblée d'usine où a été discutée l'expulsion des membres de l'Opposition.

De même, la réaction des travailleurs au « Grand Tournant » de la fin des années 1920 a été tout sauf enthousiaste, contrairement à ce qu'ont prétendu certains historiens. Le contraire eut été surprenant, vu la baisse dramatique des salaires réels et la détérioration des conditions de travail, l'accélération des rythmes, les incessantes heures supplémentaires et la subordination croissante du syndicat à la direction. Mais le tournant a aussi ouvert des canaux de mobilité sociale rapide vers la bureaucratie en voie d'expansion pour une fraction significative de travailleurs qui ont ainsi adhéré au régime, de sorte que celui-ci a pu compter sur un noyau dur de loyalistes dans l'usine et dans les ateliers pour faire respecter sa politique.

Cependant le virage dans le fonctionnement intérieur du parti et de sa politique a également soulevé beaucoup de mécontentement dans ses propres rangs, et ne s'est pas fait sans embûche. Même jusqu'en 1927, les rapports du parti font état de « *cas de 'survisme' et de membres qui se laissent influencer par l'humeur de travailleurs qui ne sont pas membres du parti* » (p. 89). Le nombre de membres souhaitant quitter le parti n'a pu être freiné que par un refus de leurs démissions. Le livre met en évidence des signes montrant qu'il existait beaucoup de sympathie envers l'Opposition, aussi bien dans le parti que dans les organisations du Komsomol (l'organisation de jeunesse du parti) de l'usine, et une opposition encore plus répandue à l'expulsion du parti de l'Opposition. Néanmoins, en 1927, les assemblées du parti ont condamné de manière répétée l'Opposition, avec très peu de voix dissidentes – seuls deux membres du parti sur plus de 400 qui participaient à la réunion sur l'expulsion ont voté contre celle-ci.

Les dirigeants et les militants du syndicat de l'usine, et même certains de ses dirigeants du parti, ont soutenu l'opposition syndicale qui s'est formée derrière Mikhail Tomsky en 1928 contre la politique de Staline visant à transformer les syndicats en outils de gestion, exclusivement consacrés à maximaliser le rendement. Mais cette opposition ne voulait pas ou ne pouvait pas mobiliser un soutien de la base.

LA MORT DE LA RÉVOLUTION

Cela nous conduit à la question centrale posée par l'auteur : « *Comment se fait-il que le prolétariat le plus insoumis du XX^e siècle en est-il venu à tolérer l'ascendant d'un système politique et économique qui par ses tous aspects s'est révélé être antagonique aux intérêts de la classe ouvrière ?* » Il cite plusieurs facteurs, y compris l'augmentation du chômage au milieu des années 1920, la perte du soutien du parti et du syndicat dont les travailleurs avaient bénéficié plus tôt dans la décennie, l'intensification de la répression, et le fait que le régime détenait le contrôle de l'approvisionnement en nourriture dans le contexte de pénurie sévère qui régnait durant le premier Plan quinquennal. Il évoque également des facteurs subjectifs, tels que la perte de confiance collective, l'apathie politique, la préférence pour des solutions individuelles plutôt que collectives, mais ces facteurs sont plutôt descriptifs qu'explicatifs.

En fin de compte, le livre ne fournit pas une réponse satisfaisante à la question posée par l'auteur. Et l'on peut se demander pourquoi, alors qu'il est issu de la tradition marxiste, il n'a pas envisagé plus sérieusement l'impact de la Révolution et les ravages de la guerre civile sur la classe ouvrière, un facteur que Trotsky et d'autres considéraient comme tout à fait central dans la montée de la bureaucratie. Il cite Lénine en 1922 sur le fait que la classe ouvrière « *a cessé d'exister en tant que prolétariat* » (p. 73), mais n'y accorde que peu d'attention. Ceci s'explique indubitablement, du moins en partie, par le sujet même de l'ouvrage : une seule usine. Le matériel disponible sur cette usine ne fournit apparemment pas beaucoup de détails sur ce que sont devenus ses ouvriers durant les premières années après la Révolution. (Seules quelques pages sont consacrées à la période de la guerre civile.)

Tout ce qu'on nous dit, c'est que la plupart des travailleurs ont quitté l'usine pour aller à la campagne ; d'autres ont participé aux mobilisations militaires et autres ; le petit groupe restant dans l'usine, qui fonctionnait à peine, était démoralisé par les privations matérielles. Nous n'apprenons rien sur ceux qui sont retournés à l'usine après la guerre civile. C'est pourtant là le noyau du problème. Comme l'ont rapporté Trotsky et d'autres auteurs, les travailleurs les plus engagés et compétents sont morts au cours de la guerre civile, ou ont été recrutés dans les nouveaux appareils administratif et militaire. Ce sont eux qui avaient été les dirigeants et les organisateurs des masses de travailleurs avant la Révolution d'Octobre. Leur rôle avait été particulièrement important dans une usine métallurgique de main-d'œuvre non spécialisée et semi-spécialisée comme Guzhon, ayant des liens importants avec la campagne. En outre, ces militants bolcheviques qui sont effectivement rentrés après la guerre civile ont retrouvé à ce qui était, au moins pour eux, une situation très nouvelle. En effet, aussi bien l'usine que l'État étaient maintenant le leur et non plus ceux de la classe ennemie. Malgré leurs sympathies pour les intérêts des travailleurs, cela a sans doute limité leur capacité à organiser et à diriger la résistance. Et les travailleurs non membres du parti ne pouvaient trouver que des dirigeants informels, alternatifs, puisque tous les partis avaient été interdits en 1921, de pair avec les tendances à l'intérieur du Parti communiste.

Un autre facteur dont il faut tenir compte est l'effet démoralisateur, aussi bien sur les communistes que sur les travailleurs non

membres du parti, du fait que s'estompait l'espoir d'une révolution à l'Ouest, sur laquelle ils comptaient pour aider la Russie soviétique à surmonter ses profondes contradictions.

GUZHON DANS LE MOUVEMENT OUVRIER

Ce qui précède a un lien indirect avec ce qui constitue peut-être le défaut majeur du livre : le fait de n'avoir pas replacé l'usine et ses travailleurs dans le mouvement ouvrier russe. On ne nous explique jamais pourquoi on a choisi cette usine pour l'étude, sauf pour dire qu'il s'agit de la plus grande usine métallurgique de Moscou (qui ne se situe pas dans une région métallurgique) et donc, apparemment pour cette raison, « stratégique ».

En fait, le matériel présenté sur la période prérévolutionnaire et sur 1917 montre que cette usine était très loin d'être à l'avant-garde du mouvement ouvrier, même à Moscou, laquelle se situait à son tour loin derrière Saint-Petersbourg/Petrograd (plus tard Leningrad) et d'autres centres industriels de l'empire tsariste. En effet, les travailleurs de Guzhon étaient beaucoup moins actifs et politisés que ceux de trois autres grandes usines métallurgiques du même district urbain. La principale raison – non mentionnée dans le livre – en est la composition différente de leur main-d'œuvre. Les autres usines de la métallurgie travaillaient le métal (pour la fabrication de machines), ce qui signifie que de façon générale leurs travailleurs étaient plus formés, savaient lire et écrire et étaient plus urbanisés que ceux de Guzhon, qui était une fonderie d'acier qui produisait des biens relativement simples, comme des tubes de métal, du fil de fer, des clous, des boulons, des roues et des engrenages. La composition sociale de la force de travail à Guzhon, et surtout les liens de ses travailleurs avec le paysannat, aide aussi à comprendre pourquoi ce sont les Socialistes révolutionnaires (SR), un parti à orientation populiste paysanne, et non les Sociaux-démocrates, qui y exerçaient le plus d'influence avant et pendant 1917. C'est quelque chose que le livre n'explique pas suffisamment.

Pour être juste, il faut dire que l'auteur complète habilement son étude d'usine avec des références à des analyses plus générales de la période. Mais cela ne suffit pas à situer l'usine choisie dans le contexte plus général du mouvement ouvrier. Nous apprenons par exemple que, malgré une répression accrue, l'Opposition a pu gagner des victoires contre les dirigeants du parti dans certaines usines de Moscou. Deux usines métallurgiques sont nommées. Est-ce vraiment un hasard si l'Opposition était plus forte dans ces usines-là ? On ne peut que se poser des questions sur la différence de force et de qualité de la résistance des travailleurs et de la base du parti à la montée du stalinisme dans une ville comme Leningrad, dans un grand centre métallurgique avec beaucoup de très grandes usines, ou dans la région de Ivanovo-Kineshma, qui avait été une forteresse bolchevique avant 1917 et qui connut des grèves massives pendant le premier Plan quinquennal.

LES FAIBLESSES DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Quoi qu'il en soit, il est clair que la classe ouvrière soviétique dans son ensemble n'a pas réussi à opposer une résistance efficace à la montée du stalinisme et que les travailleurs qui ont joué

un rôle à l'usine *Le marteau et la faucille* ont sans doute aussi joué, à des degrés divers, un rôle analogue ailleurs.

Quelles qu'aient été les erreurs de l'Opposition de Gauche, ce qui s'est passé était le dénouement le plus probable, compte tenu de la faiblesse de la classe ouvrière qui représentait la base sociale potentielle de l'Opposition. En ce sens, l'affirmation de l'auteur selon laquelle « [le fait que] *le stalinisme émergeant a réussi à braver la tempête, a obscurci ce qui est maintenant discernable : l'écart étroit entre l'indignation largement répandue de la classe ouvrière et la révolte ouverte* » (p. 113) est surprenante, d'autant plus qu'elle se fonde sur l'expérience de l'usine *Le marteau et la faucille*. Le matériel présenté dans le livre montre qu'il existait en effet une indignation largement répandue, mais il n'y a aucune indication d'un potentiel pour une révolte ouverte et encore moins pour l'imminence d'une telle révolte. La comparaison qu'établit l'auteur entre 1928 et 1915, lorsqu'un mouvement de grève, temporairement suspendu avant la guerre, a repris, gagnant continuellement en intensité et en politisation jusqu'à la Révolution de février 1917, paraît tirée par les cheveux. Le fait même que les travailleurs aient pu organiser un puissant mouvement de grève dans des conditions de répression très brutale, et en fait totalitaires – beaucoup plus fortes qu'en 1928 –, montre bien à quel point les deux situations, et en particulier la classe ouvrière, étaient différentes. Il est possible que cela eût changé avec le temps, surtout dans les conditions de pénurie de main-d'œuvre croissante, entraînée par la poussée à l'industrialisation. Même en l'absence d'organisations indépendantes, cette situation aurait donné aux travailleurs quelques leviers à un niveau individuel, et leur aurait permis de résister à la discipline.

L'ouvrage donne une idée de l'intense ressentiment suscité par le despotisme et les privilèges de l'élite bureaucratique, ainsi que la faiblesse notable de la discipline au travail et dans le parti pendant le premier Plan quinquennal. Il montre aussi que les travailleurs ont tenté de résister, quoique de manière désorganisée et individuelle, à l'intensification de leur exploitation par un travail poussé à outrance – la semaine de travail continue, le travail de nuit, les heures supplémentaires incessantes, la « concurrence socialiste » – et que malgré la répression croissante certains n'ont pas hésité à élever leur voix. Compte tenu de cela, il semble plausible qu'un des motifs « rationnels » derrière la terreur de masse déclenchée en 1936 était la nécessité de compenser l'absence d'une armée de réserve industrielle. C'était une manière de discipliner les travailleurs et d'éliminer le potentiel qui existait encore dans le sens d'une résistance collective. Un autre but de la terreur était la destruction du point d'appui dont les travailleurs pouvaient encore se servir, à savoir ce qui restait de l'héritage de la Révolution. ✱



ANNIE LACROIX-RIZ

INDUSTRIELS ET BANQUIERS SOUS L'OCCUPATION. LA COLLABORATION ÉCONOMIQUE AVEC LE REICH ET VICHY

Armand Colin, 1999, 624 p.

LE CHOIX DE LA DÉFAITE. LES ÉLITES FRANÇAISES DANS LES ANNÉES 1930

Armand Colin, 2006, 632 p.

Annie Lacroix-Riz est professeure d'histoire contemporaine à l'Université Paris VII, mais c'est aussi et surtout une historienne qui dérange par les thèmes qu'elle traite et les conclusions qu'elle tire. En témoignent les violentes attaques dont elle la cible depuis deux ans à propos de ses travaux sur la grande famine de 1933 en Ukraine (dans lesquels elle s'oppose, sur la base des archives, à la thèse de la famine génocidaire provoquée par Staline) : attaques menées par le très antisémite « Congrès mondial ukrainien » (pour qui cet événement était le fait du judéo-bolchevisme) qui est allé jusqu'à demander à Jacques Chirac de prendre des sanctions contre Lacroix-Riz (son « employée »), coupable de « révisionnisme historique » [1]. Son « extrémisme politique » (elle est en effet membre du Parti communiste français et de sa tendance pour un pôle de renaissance communiste en France et se caractérise par une position de « défense du bloc communiste » [2]) a également été mis à l'index par quelques députés de droite afin de disqualifier ses travaux. Étant donné la charge politique et émotionnelle du thème traité dans ses deux ouvrages sur les élites françaises dans les années 1930-1945 et les conclusions tirées par l'auteure sur la base d'un exposé rigoureux et méthodique, on aurait pu s'attendre à voir se déverser sur celle-ci le même type de campagne lors de leurs publications. Or, en lieu et place d'une telle campagne de dénigrement, ce fut le silence total qui entourait la sortie de ses livres (1999 et 2006) : un simple boycott. Il faut dire que ce qu'ils nous apprennent sur les choix économiques et stratégiques du grand patronat durant les années 1930-1945 n'est pas bon à être mis sur la place publique pour les dominants d'hier et d'aujourd'hui

d'hui [3]. La censure est parfois venue remplacer le boycott. Ainsi un article sur l'implication du groupe français Ugine dans la fabrication en France du zyklon B, qui devait paraître en 1995 dans la revue annuelle du Ministère des finances, a été censuré parce qu'il « concern [ait] des individus » [4].

Dans le premier de ces deux ouvrages, *Industriels et banquiers sous l'occupation*, Annie Lacroix-Riz s'attache à exposer minutieusement les liens économiques entre le Reich et le grand capital français. À l'aide du dépouillement d'un grand nombre d'archives, de vérifications, de recoupements entre archives françaises et allemandes, elle décrit l'empressement du patronat français à conclure de juteux contrats avec le Reich, soutenant ainsi son économie de guerre. Cela lui permet de confronter ces sources avec les récits *post bellum* et autojustificatoires des intéressés, justifications d'ailleurs souvent prises comme sources primaires par les courants historiographiques dominants.

De même, contre l'historiographie dominante, pour qui la collaboration économique a été mise sur pied sous la contrainte du gouvernement de Vichy, Annie Lacroix-Riz démontre, exemples et correspondances à l'appui, que dans la quasi-totalité des cas, ce furent les industriels qui prirent l'initiative de négocier avec les Allemands, Vichy se bornant dans la plupart des cas à ratifier des accords privés négociés ailleurs et sans son

77

[1] L'article « Sur la 'famine génocidaire stalinienne' en Ukraine en 1933 : une campagne allemande, polonaise et vaticane » ainsi que le dossier de la campagne contre Annie Lacroix-Riz sont disponibles sur son site <http://www.historiographie.info>

[2] La mention de l'affiliation politique d'Annie Lacroix-Riz faite ici n'a pas pour but une disqualification de son travail. Au contraire, si nous ne partageons pas ses choix politico-stratégiques qui l'ont orienté vers le PCF, nous considérons que ses deux ouvrages se caractérisent par une rigueur dans la recherche qui permet d'écarter le reproche de non-respect de l'« objectivité » que ne manquent jamais de formuler ses détracteurs académiques en peine d'arguments plus étayés.

[3] Souvent de la même dynastie familiale par ailleurs, comme les Wendel (de) dont descend l'ancien président du Medef et actuel président de « busines Europe » Ernest-Antoine Seillière, qui préside également la holding Wendel Investment. Il est en fait le petit-neveu de François de Wendel, le président du tout-puissant Comité des Forges.

[4] Sur cette censure, voir l'article de Gilles Smadja « Les industriels et financiers sous Vichy. Argent et zyklon B : la revue d'un ministère censure une historienne » paru dans *L'Humanité* du 8 octobre 1996.

intervention. Cette approche tend ainsi à disculper le patronat et à rejeter la responsabilité de la collaboration économique, en plus de la collaboration répressive, sur Vichy. Or, les liens entre le gouvernement de Vichy et les fractions les plus modernes et les plus concentrées du capital étaient organiques, qui plus est dans une situation historique inédite, comme l'explique Annie Lacroix-Riz : « *le lien Etat-capital ne constitue certes pas une nouveauté de juin 1940 : le neuf résida dans la fantastique liberté dévolue au second par une formule étatique balayant les obstacles (syndicats, partis, parlement) que la crise avait rendus insupportables* » (p. 19). Dès lors, le rôle de Vichy dans la vaste entreprise de collaboration économique a plutôt été celui de nourrice du capital – financements publics des investissements, garanties et couvertures diverses – aidant et soutenant les industriels et les banquiers dans la continuité des années 1930 que celui de force de coercition contraignant les « entreprises résistantes » à livrer le Reich. Ces entreprises ont plutôt très vite compris tous les avantages qu'elles pourraient retirer d'une collaboration avec l'Allemagne victorieuse dans le cadre de l'Europe future : la logique de l'accumulation du capital les poussa « naturellement » à commercer et à « faire de l'argent » avec le Reich.

Secteur par secteur, Annie Lacroix-Riz expose les accords, notamment les augmentations de commandes, ce qui permet de réaliser à quel point l'économie française tourna, pour le plus grand profit du haut patronat, au service de l'économie de guerre du Reich (même l'industrie de consommation travailla majoritairement pour les maîtres de l'Allemagne nazie : champagne, parfums, dentelle, etc.). La participation à l'effort de guerre allemand se caractérisa non par la contrainte, mais par un énorme empressement comme l'illustre le chapitre consacré à la spoliation des biens détenus par des capitalistes juifs dans le cadre de l'« aryanisation » des entreprises. Les propriétés des possédants juifs furent en effet confisquées par le gouvernement français, ce qui ne donna lieu à des conflits entre capitalistes français et allemands qu'autour du partage du butin, si bien que ce furent la plupart du temps des alliances franco-allemandes qui prirent le relais des « entreprises juives » (et cela en violant le sacro-saint principe de la propriété privée).

Au-delà des rencontres mondaines, Annie Lacroix-Riz expose également par le détail toutes les cessions aux Allemands d'en-

treprises stratégiques, les associations de capitaux, tous les accords cartellaires ou bancaires, les créations de « sociétés mixtes » et met ce commerce avec l'Allemagne en lien avec la concurrence inter-capitaliste puisque la collaboration avec le Reich aura permis aux firmes bénéficiant de la manne des commandes allemandes – souvent payées par le contribuable français par le biais des « frais d'occupation » ou d'autres accords bancaires – de racheter ou d'éliminer

des concurrents et de s'allier encore plus étroitement avec le capital allemand que dans les années 1930.

Car la collaboration économique avec le Reich ne date pas de l'occupation : durant la totalité des années 1930, le grand patronat français ne cessa de commercer avec l'Allemagne et de plaider pour un « rapprochement franco-allemand ». C'est ce que s'attache à démontrer Annie Lacroix-Riz dans son autre ouvrage *Le choix de la défaite* dans lequel elle reprend à son compte l'injonction du grand historien Marc Bloch sur les causes de *L'étrange défaite* [5]. Ainsi, après avoir exposé minutieusement les mécanismes de la collaboration, Annie Lacroix-Riz s'intéresse à ce qui l'a précédée et préparée.

C'est alors à une immersion dans les années 1930 qu'elle nous convie. La thèse qu'elle soutient ici est celle du profond défaitisme de la bourgeoisie française à l'égard de l'Allemagne nazie ce qui la conduira à faire selon l'auteure le choix de la défaite tant pour des motifs de politique étrangère – la conscience des élites du déphasage entre la position géopolitique occupée par la France en héritage des accords de Versailles et son poids économique réel, déphasage qui la conduisait à rechercher la protection d'un partenaire plus puissant – que pour de strictes questions de lutte des classes en France. Le grand patronat était en effet fasciné par la capacité de l'Allemagne fasciste à mener une offensive de grande envergure en faveur de la baisse des salaires. C'est ainsi qu'il convient de concevoir cette période dans le cadre plus totalisant de la « guerre civile européenne » [6]. La grande bourgeoisie des années 1930, et en premier lieu le comité des forges et la banque de France, va être confrontée dans la période étudiée à la montée d'une phase révolutionnaire, comprenant les célèbres grèves avec occupation d'usines puis au Front populaire (le second éteignit la première, au grand soulagement des dominants [7]). Ces éléments, conjugués à un violent anticommunisme, expliquent la radicalisation politique du haut patronat. Cette configuration permet également d'expliquer l'émergence des ligues d'extrême droite, largement financées par l'Allemagne et une fraction du patronat français : « *Leurs bailleurs de fonds principaux demeuraient les mêmes que naguère, les grands patrons de l'industrie, du commerce et de la banque. Ils ne mettaient pas tous leurs œufs dans le même panier, diversifiaient les investissements et, quand un mouvement l'emportait sur ses concurrents, sautaient d'un favori à l'autre* » (p. 116). Visages d'un fascisme français dont les relations avec la droite classique se caractérisaient par une stricte continuité, ces bandes armées lui rendront de nombreux services. Au-delà de la tentative de coup d'Etat mal coordonnée du 6 février 1934 – qui permit tout de même à la droite parlementaire de faire chuter le cartel des gauches pour lui substituer un gouvernement d'union nationale puis de se radicaliser en se déplaçant très à droite – les ligues joueront aussi le rôle de miliciens anti-ouvriers sur les lieux de travail, mouchardant et réprimant les meneurs. C'est dans un tel cadre de crise qu'émerge l'idée de la solution Pétain comme homme providentiel en cas de dictature qui, d'après une note des Renseignements Généraux, a germé dans l'esprit de François de Wendel et d'autres dès 1934.

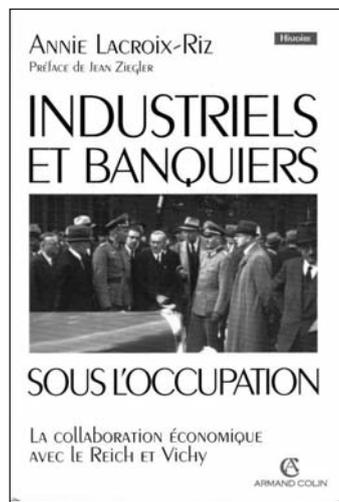
Face à la combativité ouvrière, le grand patronat, dont les liens organiques avec le pouvoir d'Etat avaient aisément réussi à « traverser » le gouvernement du Front populaire,



commença bien vite à ressentir la nécessité d'un plan de réforme de l'Etat inspiré des réalisations de l'Allemagne en matière de baisse des salaires et de relance économique. Cette nécessité, confrontée à la résistance de la classe ouvrière, va bien vite faire naître l'idée, thèse forte d'Annie Lacroix-Riz, du choix de la défaite pour imposer cette refonte de l'Etat qui prendra forme avec Vichy. Un choix qui sera encore adouci par la profitabilité de la collaboration avec l'Allemagne. Par exemple dans l'aide au réarmement qui sera vu comme une aubaine par une large fraction du capitalisme français. La sidérurgie, secteur régi par un cartel entre entreprises allemandes et françaises depuis les années 1920, ou encore l'automobile (Renault notamment) ont ainsi travaillé au réarmement du Reich, contre espèces sonnantes et trébuchantes, au détriment de celui de leur pays (Annie Lacroix-Riz va jusqu'à parler de sabotage patronal du réarmement). Ces liens économiques (souvent conclus par l'intermédiaire des « neutres » comme la Confédération helvétique) expliquent l'inflexion que les classes dominantes donnèrent à la politique étrangère de la France dans les années 1930 : l'apaisement et le rapprochement avec l'Allemagne étaient les maîtres mots (ce qui provoqua le lâchage au Reich des petits Etats de l'est). Ceux-ci étaient bien entendu puissamment relayés par la presse aux mains de ces mêmes groupements patronaux [8] et par la propagande des Allemands en France, parfois directe, mais empruntant le plus souvent la voie de la séduction économique ou mondaine (rappelant ainsi que « commercer » a plusieurs significations).

L'un des points les plus intéressants de ces deux ouvrages réside dans le fait qu'ils nous renvoient à la présente période [9] dans l'enseignement qu'il donne sur le degré de contrôle du grand capital sur l'appareil d'Etat. Les nombreuses archives consultées par Annie Lacroix-Riz confirment que les décisions stratégiques les plus importantes étaient prises, y compris pendant le Front populaire, par la banque de France et le comité des forges [10] qui maintenaient également un cadre budgétaire strict sur le plan intérieur. La présente période, malgré des différences évidentes, se caractérise également par une restauration capitaliste, notamment observable au travers de la baisse des coûts salariaux unitaires en Allemagne et dans ses satellites de l'est. Cette offensive, sur laquelle la France va s'aligner, est là encore menée par l'appareil d'Etat sous la direction des grandes organisations patronales qui fixent le cadre strict dans lequel vont être contraintes de se mouvoir tant la droite néoconservatrice que la « gauche » social-libérale. Ces mêmes organisations patronales [11], par leur mise sous pression des gouvernements, médiatisent les exigences du capital financier transnational hyperconcentré en termes de profitabilité et parviennent à imposer leurs volontés aux gouvernements nationaux.

Mais, dans le cadre de la crise des années 1930-1940 et malgré cette mainmise sur l'appareil d'Etat français, la crainte d'une



79

[5] Annie Lacroix-Riz place d'ailleurs son travail sous cette citation de Marc Bloch issue de son article de 1944 « A propos d'un livre trop peu connu », in *L'étrange défaite*, Gallimard (Folio histoire), 1990. p. 253 : « Un jour viendra en effet et peut-être bientôt où il sera possible de faire la lumière sur les intrigues menées chez nous de 1933 à 1939 en faveur de l'axe Rome-Berlin pour lui livrer la domination de l'Europe... ».

[6] Enzo Traverso utilise ce concept pour « essayer de saisir une époque de guerres et de révolutions dans laquelle la symbiose entre culture, politique et violence a profondément façonné les mentalités, les idées, les représentations et les pratiques de ses acteurs », in *A feu et à sang*, Paris, stock, 2007, p. 9.

[7] Le formidable mouvement de grève de l'été 1936 avec occupations d'usines n'a eu comme débouché politique que le front populaire et ses timides réformes. Or, le front populaire étant une coalition entre socialistes, communistes et radicaux de gauche (représentant l'aile gauche de la bourgeoisie de robe), son programme ne pouvait aller plus loin que le programme le plus mesuré des partis coalisés : « Puisque les partis du front populaire ne pouvaient aller au-delà du programme des radicaux, cela signifiait pratiquement qu'il soumettait les ouvriers et les paysans au programme impérialiste de l'aile la plus corrompue de la bourgeoisie », Léon Trotsky, *Où va la France ?*, disponible sur <http://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/ouvalafrance/ovlf.htm>.

[8] Par exemple, *Le Temps*, l'ancêtre du *Monde*, était la propriété du comité des forges.

[9] Avec toutes les limites de l'analogie, il s'agit simplement ici de pointer quelques éléments structurels communs.

[10] Pour donner une idée de la colonisation de l'appareil d'Etat, l'ambassadeur, très conciliant, de France à Berlin était également le rédacteur du bulletin quotidien du comité des forges, M. François-Poncet.

[11] Dont les liens avec le pouvoir d'Etat sont également une constante. Ainsi, les témoins de mariage du nouveau président de la République, M. Nicolas Sarkozy, n'ont été autres que MM. Bernard Arnault (actionnaire principal du groupe de luxe LVMH) et Martin Bouygues (travaux publics, médias, etc.). Quant à l'un des frères de M. Sarkozy, Guillaume, il était le vice-président du Medef jusqu'à l'été dernier.



80

poussée communiste amenait la classe dominante à trouver l'Etat parlementaire de la III^e République trop encombrant par rapport à l'objectif de baisse des salaires que requerrait la concurrence sur les marchés. Elle ne trouva ainsi son Etat-idéal que dans le régime de Vichy, débarrassé des syndicats et autres obstacles, qui parvint à établir le blocage des salaires et l'augmentation du rendement. Durant cette finalement brève mais prospère période, les grands patrons ont eu tout loisir de poursuivre et de développer la collaboration économique avec l'Allemagne tout en préparant, dès 1942, la pax americana à venir par des accords transatlantiques. A ce sujet, Annie Lacroix-Riz met en évidence la complaisance des États-Unis envers l'Allemagne, qu'elle relie au poids des liens économiques et à la préparation de l'après-guerre [12]. De même en France, le premier mouvement vers les États-Unis a d'ailleurs été établi dans l'idée de limiter le choc de l'après-guerre et de préparer la transition vers un « Vichy sans Vichy ». Si cela n'a finalement pas été le cas, en grande partie du fait de la poussée ouvrière exercée à la Libération, il n'en demeure pas moins qu'il est difficile de prétendre que « l'épuration » (du nom de la commission d'enquête à la Libération) a nettoyé le mal à la racine dans la mesure où tant la structure sociale fondamentale que ses représentants ont été épargnés, et cela aussi bien en Allemagne qu'en France. Ces limites de l'épuration étaient d'ailleurs inscrites dans la nécessité pour les héritiers de Vichy de perpétuer le statu quo social et économique.

Un choix de la défaite? En tous les cas une remarquable adaptation à l'hypothèse stratégique de la défaite et aux aspects positifs qu'elle pouvait révéler... – **Alexandre Martins** *

[12] Elle relate ainsi une réunion en décembre 1941 en Suisse où « *Les grands intérêts rivaux et alliés, anglo-américains et allemands – délégués de Dupont de Nemours, de la Banque Salomon, des Göringswerke (où figuraient de grands intérêts privés) et de l'IG Farben – envisageaient déjà « l'éventualité d'un renversement des alliances* », *Industriels et banquiers sous l'occupation*, p. 447.